

S'OPPOSER A UNE CASSE ORGANISÉE

ACTION DU 22 MARS

C'est une mobilisation de grande ampleur qu'il faut pour notre pays. Car ce qui se joue c'est la casse de l'exception du modèle social français avec l'existence des services publics, gage d'égalité de traitement.



L'ouverture à la concurrence voulue par le gouvernement va accentuer la politique du tout routier.



► La réforme ferroviaire.

Le pacte ferroviaire annoncé dans le rapport Spinetta reprend à son compte les méthodes désuètes des privatisations déjà mises en oeuvre dans d'autres pays d'Europe avec des résultats le plus souvent catastrophiques tant pour les usagers (baisse de la sécurité, de la qualité, augmentation des tarifs, inégalités territoriales ...) que les salarié.e.s (dégradation des conditions de travail, moins disant social...).

Concernant la réforme ferroviaire, la volonté est de passer en force et de brider le débat public. La logique de privatisation ne répond en rien aux enjeux de transport et d'écologie. L'ouverture à la concurrence qui existe déjà dans le transport ferroviaire de marchandises n'a aucunement répondu au défi du changement climatique. Très peu de trafics se sont reportés sur les opérateurs privés. Certains ont même jeté l'éponge. Le premier effet de la concurrence a été un report sur le routier, premier émetteur de GES, et la fermeture d'infrastructures ferroviaires.

L'ouverture à la concurrence voulue par le gouvernement va accentuer la politique du tout routier, en mettant plus de bus dit « Macron » sur les routes.

► Nos industries.

Le marché et les logiques de concurrence organisés par le système capitaliste ont déjà fait la preuve de leur incapacité à répondre aux enjeux environnementaux et sociaux.

Notre industrie a perdu 750 000 emplois ces dix dernières années, et l'hémorragie continue. Des fleurons industriels sont démantelés, bradés, et quasiment aucune des filières structurantes de notre industrie n'est épargnée comme dans l'énergie et le ferroviaire. Les salarié.e.s restent plus que jamais confrontés à des restructurations destructrices d'emplois, menées au titre de la sacrosainte « compétitivité » et l'augmentation de la rentabilité des actionnaires.

Depuis plusieurs années, les services publics tels que l'énergie et le ferroviaire sont fragilisés par les politiques d'austérité et managériales fondées sur des critères gestionnaires court-termistes qui relèguent au second plan les missions de service public et l'intérêt général. Les salarié.e.s issus de nos catégories se retrouvent en première ligne pour appliquer et relayer des politiques qu'ils ne décident pas. Cela a des conséquences sur leurs conditions de travail et génèrent de la souffrance.





Dans l'énergie cela s'est traduit par le démantèlement du service public



► Et l'énergie.

Dans l'énergie cela s'est traduit par le démantèlement du service public de l'énergie et la perte de la maîtrise publique d'un secteur si stratégique : fermetures de sites de production, privatisations, filialisations, sous-traitance en cascade qui s'accompagnent de suppressions de milliers d'emplois et d'un service rendu à la population affaiblie. Pour rappel, les salarié.e.s d'EDF et Engie (ex GDF) ont subi en 2008 la transformation du statut d'EPIC de leur entreprise en Société Anonyme tout en gardant leur Statut social des industries électriques et gazières. Aujourd'hui le gouvernement s'attaque à celui de la SNCF et des cheminot.e.s et espère ainsi cliver les populations.

Pour la CGT, notre pays devrait imposer un autre modèle de développement et se doter d'une véritable politique énergétique avec comme principal objectif celui de répondre aux besoins des populations en assurant sa réussite par la reconstruction d'une filière industrielle d'excellence.

Conjuguer notre bataille industrielle avec celle de l'avenir des services publics, c'est faire vivre notre slogan « pas d'industries sans services publics et pas de services publics sans industries ».

La CGT ne veut pas le statu quo.

Elle propose des analyses et porte un autre projet, axé sur des droits nouveaux d'intervention, pour les usagers pour les salarié.e.s et leurs représentant.e.s, une réorientation des financements pour les entreprises et de la fiscalité, une redéfinition de l'objet social, la réponse aux besoins, la préoccupation environnementale en lieu et place de la financiarisation...

Avec « l'entreprise, autrement », il s'agit pour la CGT de mettre l'économie au service de l'humain, et de faire passer l'intérêt général avant celui des actionnaires.



**LES UNIONS FÉDÉRALES DES
INGÉNIEURS CADRES ET TECHNICIENS
DES CHEMINOTS ET DE L'ÉNERGIE
APPELLENT LES SALARIÉS ET USAGERS À SE
MOBILISER**

LE 22 MARS 2018

POUR DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS !

